Vu que le fait a maintenant été reconnu officiellement grâce à un document qui a été déposé et imprimé au hansard, vous éprouverez sans doute une certaine difficulté, madame le Président, à refuser au député de Winnipeg-St. James le droit d'interroger le ministre de l'Emploi et de l'Immigration à propos de la succursale postale D à Winnipeg. Comment pourriez-vous m'empêcher d'interroger le ministre de l'Emploi et de l'Immigration à propos de problèmes dans Winnipeg-Nord-Centre ou dans le reste de la région de Winnipeg puisque le document qui a été déposé indique clairement que le premier ministre l'a chargé de s'occuper de cette région?

Je pose la question pour la forme, madame le Président. Je ne m'attends pas à obtenir une réponse de la présidence aujourd'hui même, mais j'affirme pour ma part que la question de privilège soulevée par le député de Broadview-Greenwood (M. Rae) devrait être jugée recevable.

Je suis maintenant convaincu que cette question devrait être renvoyée au comité afin qu'on puisse tirer les choses au clair. Le premier ministre pourrait être appelé à y témoigner et à répéter les arguments qu'il a invoqués aujourd'hui. Il pourrait y expliquer encore une fois tout ce qui se passe au gouvernement, comment fonctionne le cabinet, que font les ministres quand ils ont certaines fonctions administratives et quand leurs fonctions visent uniquement à rehausser la réputation du parti libéral ou à permettre au solliciteur général (M. Kaplan) d'envoyer des chèques.

Selon moi, que le comité décide ou non qu'une erreur a été commise ou que ce qui s'est passé est contraire aux règles, le Parlement a certes le droit de savoir à quoi s'en tenir. C'est pourquoi j'appuie la question de privilège soulevée par le député de Broadview-Greenwood.

Si je puis parler pour vous, Votre Honneur, je pense que vous auriez avantage à renvoyer cette question au comité afin que nous sachions quelle est exactement la règle. Devons-nous respecter l'ancien Règlement qui nous permet d'interroger le ministre des Finances uniquement sur les questions financières, ou les députés de Nouvelle-Écosse peuvent-ils l'interroger sur n'importe quelle sorte de problème qui touche leur province? Dois-je m'en tenir à l'emploi et à l'immigration quand je m'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration, ou puis-je l'interroger au sujet du Manitoba, vu que ces responsabilités lui ont été confiées?

Je le répète, tirons au moins la question au clair. Quand le comité aura examiné la question, cela dissipera peut-être toute cette confusion et nous recommencerons à suivre le Règlement à la lettre.

M. Peterson: Vous n'oserez jamais enfreindre le Règlement!

M. Andre: Il ne l'enfreint pas. Nous avons le droit d'interroger un ministre au sujet de ses attributions.

M. Knowles: A mon avis, c'est le député de Willowdale (M. Peterson) qui enfreint le Règlement en prenant la parole sans être à sa place. Cette nouvelle façon d'agir dont nous n'avons jamais encore entendu parler soumet le Règlement à rude épreuve. A mon avis, le moins qu'on puisse faire, madame le Président, c'est de fournir à la Chambre l'occasion d'approuver ou de rejeter la motion de mon collègue. Je signale encore une

fois que si vous ne pouvez pas être catégorique quant au bien-fondé de cette question de privilège, si vous ne pouvez pas donner raison au député de Broadview-Greenwood, au ministre des Finances ou au solliciteur général, cela veut dire que la question est floue et que la Chambre devrait mettre les choses au point une fois pour toutes.

Vous jugerez peut-être que la question vaut la peine d'être examinée de plus près. On a proposé une motion et le gouvernement peut profiter de sa majorité pour la rejeter. Le simple bon sens voudrait, je pense, que l'on renvoie cette question au comité. J'espère que vous en tiendrez compte.

Autrement dit, madame le Président, je vous demande instamment de ne pas voir là un simple conflit entre le député de Broadview-Greenwood et le ministre qui représente sa circonscription; je vous demande d'y voir une situation confuse qu'il faut absolument tirer au clair. La meilleure façon pour la Chambre de le faire, c'est d'avoir l'occasion de voter pour renvoyer la question au comité permanent des privilèges et élections.

Mme le Président: A l'ordre. Je n'ai pas eu l'impression que les remarques du très honorable premier ministre (M. Trudeau) me compliquaient encore les choses, car j'ai pensé qu'il vaudrait mieux nous en tenir à notre Règlement, selon lequel un ministre peut répondre uniquement aux questions qui sont du ressort de son portefeuille.

Une voix: De ses responsabilités.

Mme le Président: Je pensais que le très honorable premier ministre nous avait dit que ces fonctions supplémentaires visaient à permettre aux députés d'avoir un autre recours comme porte-parole de leur circonscription. Cependant, si le très honorable premier ministre a dit autre chose, je vais le vérifier dans le compte rendu. Il est évident que je dois réfléchir à la question. S'il a dit autre chose, je viendrais avec le député que ce qu'il vient de faire m'a compliqué les choses, mais j'espère que ce n'est pas le cas.

● (1640)

Mlle Pat Carney (Vancouver-Centre): Madame le Président, je tiens à intervenir sur cette question de privilège, et à parler de quelque chose qui concerne ma circonscription de Vancouver-Centre. Il s'agit des propos tenus le 19 février par le ministre des Finances (M. MacEachen) et par le premier ministre (M. Trudeau). Je ne reprendrai pas intégralement la déclaration du ministre des Finances, qui a dit ceci, d'après la page 7455 du hansard:

... Je tiens à donner au député l'assurance que le gouvernement du Canada ne croit pas qu'un ministre ait été chargé de représenter à la Chambre des communes une circonscription autre que celle où il a été élu.

Le premier ministre nous a dit que ce procédé de jumelage des circonscriptions est une technique de gouvernement, un instrument de gestion pour le cabinet. J'ai ici une liste de ces circonscriptions jumelées, parmi lesquelles figure la mienne. Elle n'a pas été publiée par l'administration, ni par le cabinet. Elle a été établie par le parti libéral du Canada; elle porte la date de janvier 1981 et le titre «Ridings Twinned with Members». Permettez-moi d'en citer le passage suivant: